

# LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**  
des syndicats de l'enseignement public

N°338  
27 Mars 2023  
ISSN 1245-0286

***Dirigeants syndicaux, aucune discussion avec le gouvernement  
sans le retrait pur et simple de la contre-réforme des retraites !***

## ***Intervention du courant Front Unique au Bureau National de la FSU, le 27 mars 2023***

En recourant au 49.3, Borne a démontré que la contre-réforme des retraites, rejetée par l'immense majorité des travailleurs et des jeunes, ne disposait pas de majorité à l'Assemblée.

Les manifestations massives du 23 mars, nourries par un afflux d'étudiants et de jeunes travailleurs, ont exprimé partout avec vigueur, le rejet du gouvernement, de son 49.3 et celui de Macron lui-même.

Pris en tenaille entre une crise politique au sein des partis de la bourgeoisie et la persistance des mobilisations, Macron se retrouve en difficulté et son gouvernement en sursis.

**Les dirigeants de l'intersyndicale** ont toutes les cartes en mains pour pousser l'avantage et répondre à l'aspiration exprimée par la manifestation semi-spontanée de la place de la Concorde, le 16 mars. Pour cela, ils **devraient appeler, enfin, à une manifestation massive à Paris, au siège du pouvoir, pour le retrait pur et simple de la contre-réforme des retraites.**

Mais dans son communiqué du 23 mars, l'Intersyndicale, outre la convocation d'une énième « journée d'actions » le 28, met le sort de la mobilisation entre les mains du Conseil Constitutionnel, comme le souhaite Macron. Or ce Conseil constitutionnel est le garant de la constitution anti-démocratique de la Vème république avec son 49.3 rejeté avec éclat par les travailleurs et les jeunes.

Et il faudrait s'en remettre à cette instance et à cette constitution plutôt qu'aux moyens de la lutte des classes !

Et comment admettre le total mutisme de l'Intersyndicale le 23 mars à propos des violences policières. Et ce alors que le gouvernement recourt à la répression généralisée contre les manifestants.

Un militant de SUD Rail éborgné, un pouce arraché pour une collègue AESH, des centaines de travailleurs et jeunes molestés, la multiplication des arrestations arbitraires et des gardes à vue, des dizaines de manifestants déférés devant les tribunaux, la liberté de manifester piétinée notamment à Paris, des entraves aux mobilisations étudiantes avec des fermetures administratives de facs, les cours en distanciel et des interventions policières sur les campus.

Et ce samedi 25 dans les Deux-Sèvres, flics et gendarmes se sont déchaînés contre les manifestants en blessant 200 dont un entre la vie et la mort.

**Tout cela impose aux dirigeants syndicaux de condamner vigoureusement et solennellement cette répression, d'exiger le respect du droit de manifester et la levée de toutes les poursuites .**

Enfin, parce qu'il est en difficulté, Macron cherche un point d'appui du côté des directions syndicales. Il leur a fait savoir sa disponibilité et celle du gouvernement pour reprendre le « dialogue » sur tous les sujets... à l'exception de la contre-réforme des retraites !

Berger de la CFDT a fait savoir sur BFM qu'il y était disposé... après un « délai de décence », façon de dire qu'il faut d'abord enterrer la mobilisation. Et la potentielle future secrétaire générale de la CGT, Marie Buisson, est allée dans le même sens sur France Info. Au lieu de l'exigence de retrait, Berger propose une pause ou une suspension et notre secrétaire général vient d'avancer une proposition de moratoire.

**Alors que, depuis plus de deux mois, les travailleurs et la jeunesse se mobilisent pour le retrait de la contre-réforme des retraites, alors que la répression atteint son paroxysme, accepter de discuter avec le gouvernement constituerait un acte de trahison pur et simple.**

**La responsabilité du BDFN de la FSU est claire : c'est d'affirmer que le préalable à toute discussion avec le gouvernement, c'est le retrait pur et simple de la contre-réforme des retraites. Et les représentants de la FSU doivent porter ce mandat au sein de l'intersyndicale.**

**Tout autre positionnement fournirait à Macron un soutien précieux, voire décisif.**